

TRAVAIL  
ET EMPLOI

## Travail et Emploi

115 | juillet-septembre 2008  
L'emploi en Espagne (1995-2005)

---

# L'immigration en Espagne (1996-2006) : logique de marché et « institutionnalisation »

*La inmigración en España 1996-2006 : lógica de mercado y la  
« institucionalización »*

*Immigration in Spain 1996-2006 : Market logic and the “institutionalization”*

Lorenzo Cachón

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/4270>

DOI : 10.4000/travailemloi.4270

ISSN : 1775-416X

### Éditeur

DARES - Ministère du Travail

### Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2008

Pagination : 81-93

ISSN : 0224-4365

### Référence électronique

Lorenzo Cachón, « L'immigration en Espagne (1996-2006) : logique de marché et « institutionnalisation » », *Travail et Emploi* [En ligne], 115 | juillet-septembre 2008, mis en ligne le 18 février 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/4270> ; DOI : 10.4000/travailemloi.4270

---

# L'immigration en Espagne (1996-2006) : logique de marché et « institutionnalisation »

Lorenzo Cachón (\*)

L'Espagne, pays traditionnel d'émigration, a commencé à enregistrer, à partir du milieu des années 1980, un solde migratoire positif. Cependant, les changements ayant conduit à l'« institutionnalisation » de l'immigration en tant que « fait social », à partir de 2000, sont sans doute plus importants que cette simple inflexion des données des flux migratoires. Jusqu'en 2000, il s'est produit un processus intense et rapide au cours duquel les évolutions sur le marché du travail et les transformations sociales ont joué en Espagne un rôle fondamental. On peut distinguer trois grandes étapes dans la constitution de « l'Espagne immigrante ». Jusqu'au milieu des années 1980, l'Espagne est principalement un pays d'émigrés (voir encadré 1). Elle devient à partir de 1985 un véritable pays d'immigration à la suite de la forte poussée d'une « immigration nouvelle ». Cette phase se caractérise par une forte logique de marché. La troisième étape, débutant vers 2000, est marquée par l'« institutionnalisation » de l'immigration en tant que « problème social ».

Ces étapes diffèrent beaucoup quant au volume de la population immigrée ; mais l'on ne peut toutefois faire reposer des changements d'étapes sur une variable continue, car cela reviendrait à attribuer aux chiffres un pouvoir heuristique inadéquat. Le passage d'une étape à l'autre est marqué par des changements qualitatifs de type structurel. C'est sur ces principes que nous pouvons (re)construire l'histoire sociale de l'immigration récente en Espagne (CACHÓN, 2002 et 2003b). L'article récapitulera dans un premier temps les étapes de la constitution de l'Espagne migrante. Puis il se centrera sur les traits qui caractérisent les immigrés sur le marché du travail espagnol : ils répondent au « modèle du Sud de l'Europe » (voir encadré 3), présentent une immigration très active, avec des taux d'emploi élevés, et fortement concentrée dans certains secteurs d'activité et dans des postes de travail « 3P » : les plus penosos (pénibles), les plus peligrosos (dangereux) et les plus precarios (précaires).

## La constitution de « l'Espagne immigrante » : marché et citoyenneté

La première étape de la constitution de l'Espagne immigrante s'achève en 1985. L'immigration en Espagne est d'abord européenne (65 % en 1981) et sud-américaine (18 %). Moins de 10 % des immigrés viennent d'Afrique ou d'Asie. La plupart des 200 000 étrangers résidant en Espagne en 1981 venaient de pays qui partageaient *notre* culture européenne, ou, pour l'Amérique latine, *notre* culture et *notre* langue. Les premiers venaient de pays généralement plus développés que l'Espagne : principalement des retraités, venus s'installer sur les côtes espagnoles, ou des salariés, effectuant des déplacements pour leur entreprise hors de leurs pays. Les seconds immigraient souvent pour des raisons politiques les obligeant à fuir les dictatures sud-américaines et quittaient leur pays d'origine sous l'effet de mesures d'expulsion ou d'exil politique.

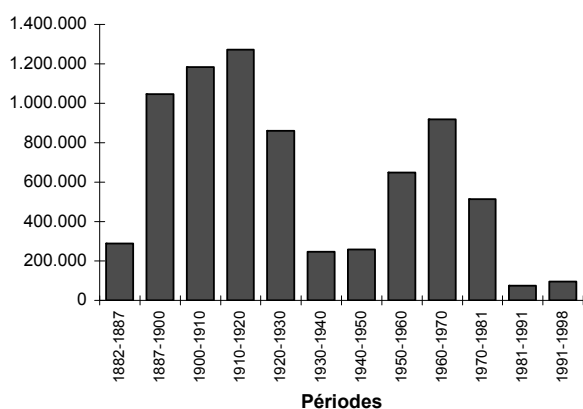
On peut situer une deuxième étape entre 1986 et 1999. Au milieu des années 1980, de façon assez inattendue (voir IZQUIERDO 1996), l'Espagne, pays traditionnel d'émigration, commence à enregistrer un solde positif dans son flux migratoire, même si ce n'est pas en termes de stocks (ceci ne se produisant qu'au cours de 2001). Les choses commencent alors à changer en Espagne, l'immigration devient un « fait social » qui fait surgir une « immigration nouvelle » : *nouvelle*, par les zones d'origine et leur niveau de développement (à commencer par l'Afrique – et spécialement le Maroc – et, au cours des années 1990, l'Est de l'Europe et les pays asiatiques) ; *nouvelle*, par ses cultures et ses religions non chrétiennes (comme, par exemple, l'islam) ; *nouvelle*, par ses traits phénotypiques (arabes, noirs et asiatiques) les rendant facilement identifiables dans la population ; *nouvelle*, par les motivations économiques de l'immigration et l'existence d'un « effet d'appel » à partir du marché du travail espagnol (qui concernera les collectivités marocaines et sud-américaines, avec, dans le deuxième cas, des caractéristiques différentes des arrivants de la première étape) ; et *nouvelle* aussi, parce qu'elle est (à l'origine) individuelle, et non familiale, le fait d'hommes et de femmes. La féminisa-

(\*) Université Complutense de Madrid.

### Encadré 1 L'Espagne émigrée du XX<sup>e</sup> siècle

Pendant des siècles, et notamment au cours du XX<sup>e</sup> siècle, l'Espagne des mouvements migratoires fut l'Espagne des émigrés : au XX<sup>e</sup> siècle, six millions d'Espagnols environ quittèrent l'Espagne pour émigrer, soit 15 % de la population espagnole à la fin du siècle : on comprend aisément les multiples traces que ce phénomène migratoire a laissées dans la structure sociale du pays. À partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'émigration espagnole eut lieu surtout sur deux grandes périodes : la première, de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin des années 1930 ; la seconde, de la moitié des années 1950 jusqu'à la moitié des années 1970. Au cours de la première période, les trois quarts des émigrés partaient « faire les Amériques » ; lors de la deuxième période, la même proportion se dirigea vers le centre et le nord de l'Europe. La première était une immigration familiale et permanente, alors que la seconde était une immigration à la recherche de travail, il s'agissait surtout d'hommes qui partaient travailler dans des secteurs industriels et, en principe, temporairement. La crise des années 1970 freina ce flux vers l'Europe et c'est alors qu'un flux significatif de retours s'amorça.

**Graphique 1 : Évolution de l'émigration espagnole au cours du siècle dernier**



Source : Données du recensement.

tion de l'immigration provenant de certains pays est un phénomène important (et révélateur). Cette « nouvelle immigration », qui vient s'ajouter à celle de la première étape et en diversifier la composition, produira des effets significatifs sur la structure sociale et sur les attitudes des Espagnols qui découvrent le (nouveau) phénomène. Au cours de cette étape s'ouvre également un processus important de regroupement familial des « nouveaux immigrés » et la timide apparition d'une seconde génération.

Pour expliquer ce qui s'est passé en Espagne au milieu des années 1980, nous pouvons dire avec

MASSEY *et al.* (1998) que « la migration internationale plonge ses racines dans des processus de développement économique et de transformation politique dans le contexte d'une économie de marché en voie de mondialisation (théorie du système mondial) » et que « dans les nations centrales, le développement postindustriel mène à une bifurcation du marché du travail qui crée un secteur secondaire d'emplois mal payés, dans des conditions instables et offrant de rares opportunités de progrès (théorie du marché du travail duel). Cette bifurcation est particulièrement aiguë dans les villes mondialisées où la concentration de savoir-faire patronal, administratif et technique aboutit à une concentration de revenus et à une forte demande auxiliaire de services offrant de bas salaires (théorie du système mondial). Les autochtones refusant les emplois du secteur secondaire, les employeurs font appel aux travailleurs immigrés, et parfois grâce à la captation, ils déclenchent directement les flux migratoires (théorie du marché du travail duel) ». Il faudrait y ajouter un élément analysé, notamment, par PORTES et BÖRÖCZ (1998) : « L'émergence de flux [...] demande une pénétration préalable des institutions de la Nation-État la plus forte sur les nations émettrices les plus faibles ».

Le facteur déclenchant cette deuxième étape est un « facteur d'attrait », qui produit un « effet d'appel » à partir de la logique de restructuration du marché du travail qui a lieu en Espagne au cours de ces années. Il se produit également, dans un processus accéléré de transformation sociale, un changement notable quant au seuil « d'acceptabilité » des travailleurs autochtones : le *déséquilibre* (*Mismatch*) est croissant entre une force de travail autochtone, qui a vu monter progressivement son « seuil d'acceptabilité », et la demande de travailleurs pour des emplois dans certaines branches du marché du travail secondaire, que les autochtones sont de moins en moins disposés à accepter. Ce niveau d'acceptabilité en hausse est à rapprocher de l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne (en 1986). L'Espagne connaît une période de croissance économique de 1986 à 1992, puis, de façon ininterrompue ensuite à partir de 1994, avec le développement de l'État-providence, l'augmentation du niveau d'éducation de la population active, le maintien des réseaux familiaux, et, finalement, la croissance rapide des attentes sociales (CACHÓN, 2002). Ceci est à relier également au dualisme social progressif caractéristique des « villes globales », où une concentration croissante des revenus produit une forte demande de services auxiliaires offrant de bas salaires (SASSEN, 2001).

Le *déséquilibre* sera encore plus fort à partir de 1992, avec l'entrée sur le marché du travail des générations d'individus nés après 1976, beaucoup moins nombreuses, puisqu'on passe de presque 700 000 individus nés en 1976, à 350 000 nés en 1996 et qui feront leur entrée sur le marché du travail en 2012. Ce fait est important, car les secteurs où les

jeunes sont relativement plus nombreux sont justement ceux où se produit la plus forte embauche de travailleurs immigrés. En effet, ces deux groupes, jeunes et immigrés, font partie de cette frange de la force de travail que nous considérons comme (les plus) fragiles.

Qu'il s'agisse d'une logique dominante ne signifie pas pour autant que les éléments qui ont poussé les immigrés hors de leur pays d'origine n'aient pas aussi leur importance ; en effet, ces deux types de facteurs (expulsion et attraction) ne jouent un rôle que dans le cadre de rapports structurels (qu'ils contribuent eux-mêmes à transformer) au sein d'un « système mondial » (moderne). Dans ce processus, au cours de cette deuxième étape, l'Espagne commence à apparaître sur la carte migratoire mondiale et dans l'imaginaire des (possibles) émigrants de certaines zones (spécialement d'Amérique latine, du Maroc, de certains pays d'Afrique Noire et de l'Europe de l'Est) comme un pays de destination possible. La situation sociale de ces pays ne suffirait pas, en elle-même, à expliquer pourquoi l'Espagne est choisie comme pays de destination (et pas seulement comme lieu de passage) par la plupart de ces immigrés.

Dans ce processus, il faut mettre en relief une spécificité du marché du travail (et de l'économie) espagnol : l'importance de l'économie souterraine. Il est essentiel de rappeler que l'économie souterraine existait déjà bien avant l'arrivée des immigrés et qu'elle n'est donc pas due à l'immigration, mais, qu'au contraire, cette dernière, surtout si elle est illégale, est le produit de l'économie informelle. D'après REYNERI (2003) « les travailleurs immigrés qui sont entrés en Grèce, en Italie, au Portugal et en Espagne ont trouvé une économie souterraine considérable, fortement enracinée et florissante, qui leur offrait une large variété de postes de travail n'exigeant d'eux aucun papier, ni pour travailler, ni pour séjourner [...] l'immigration illégale est due surtout à l'économie souterraine existante, profondément enracinée dans les pays récepteurs, et non pas à l'insuffisance des contrôles de frontières [...] la solution facile du durcissement des contrôles de frontières ne conduit qu'à l'échec ». D'autre part, TAPINOS (2000) a souligné que « l'existence d'une économie souterraine, normalement tolérée par l'ensemble de la société, ne fait qu'accroître les probabilités de recruter des immigrés illégaux, surtout si les réseaux d'immigrants rendent plus facile le recrutement de travailleurs sans papiers dans le secteur ».

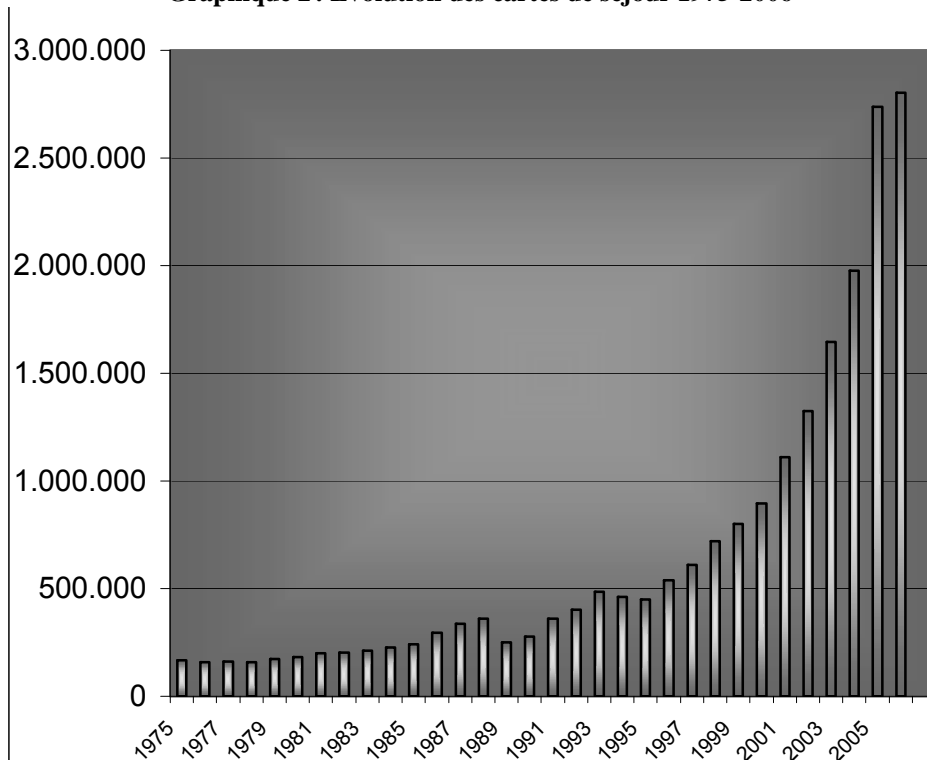
Il existe des collectivités fragiles ou défavorisées sur le marché du travail (CACHÓN 2004), qui sont donc plus enclines à s'insérer dans l'économie souterraine. Les femmes y occupent une place particulièrement importante ; et avec elles, les jeunes, les chômeurs ayant droit ou non à des indemnités de chômage, les personnes de plus de 55 ans ou celles qui ont un bas niveau d'études, ainsi que d'autres

groupes en situation de désavantage sur le marché du travail. Cependant, comme le soulignent CASTELLS et PORTES (1990), l'économie souterraine « évolue aux frontières des luttes sociales en intégrant ceux qui sont trop faibles pour pouvoir se défendre, en refusant ceux qui sont conflictuels et en encourageant ceux qui ont la vitalité et les ressources pour devenir entrepreneurs » Les immigrés constituent donc une composante « nouvelle » de l'économie souterraine en Espagne (et dans le reste du sud de l'Europe : voir pour l'Italie, REYNERI, 1998 et 2004, pour la Grèce, BALDWIN-EDWARDS, 1999, et pour le Portugal, BAGANHA, 2003). Mais, même si l'économie souterraine n'est pas « une conséquence de l'excès d'offre de travail immigrant [...], les immigrés sont toutefois bien disposés à accepter des travaux non déclarés, contribuant ainsi à son maintien » (BAGANHA, REYNERI 2001) et à sa transformation. Les immigrés en situation irrégulière n'ont pas d'autre solution que d'accepter le travail au noir, même s'ils ne sont pas (tous) « des gens désespérés sans moyens de subsistance ». Leur présence en Espagne et dans d'autres pays du sud de l'Europe répond à l'image que ces pays transmettent aux chaînes migratoires. Peu nous importe (pour l'instant) si cette image reflète la réalité, ce qui est important, c'est que cette image circule du nord au sud et engendre une migration (sans papiers) du sud au nord. C'est la demande qui crée l'offre par le biais de cette transmission d'images (même dénaturées), et une fois installée dans les pays du sud de l'Europe, cette offre (de main-d'œuvre immigrée et sans papiers), rétro-alimente l'économie souterraine (voir encadré 2).

## Un processus d'« institutionnalisation »

Le début d'une *troisième étape* se situe en 2000. Nous parlons d'une nouvelle étape, mais pas parce que les entrées d'étrangers ont connu un essor considérable depuis la fin des années 1990, même s'il s'agit d'un phénomène très important (voir graphique 2). On est passé d'un demi-million d'étrangers résidents (en situation légale) en 1996, à 2,8 millions à la fin de juin 2006 : soit une multiplication par six en dix ans. La rapidité extraordinaire du phénomène constitue indéniablement une caractéristique importante de l'immigration en Espagne. Cette évolution place l'Espagne bien en tête des pays développés quant à l'augmentation de la présence d'immigrés, comme le signalent les documents des Nations Unies. Mais ce qui caractérise réellement cette nouvelle étape, c'est le changement qualitatif de l'immigration : à partir de 2000 apparaît un phénomène d'« institutionnalisation » de l'immigration en Espagne comme « fait social » ou comme « problème social », dans le sens que donne LENOIR (1993) à cette expression.

**Graphique 2 : Évolution des cartes de séjour 1975-2006**



Source : Élaboration propre à partir de données du ministère de l'Intérieur et du secrétariat d'État de l'Immigration et de l'Émigration.

Selon Lenoir, trois séries de facteurs contribuent à la formation d'un « problème social ». Tout d'abord, les transformations touchant la vie quotidienne des individus et dues à des changements dans leur environnement. Elles se produisent sur le marché du travail principalement et ont lieu en Espagne depuis le milieu des années 1980. Mais ces transformations ne donnent pas lieu à l'apparition d'un « problème social », car il faut, pour cela, que se produise un processus de « formulation publique ». Il faut donc tenir compte des processus « d'évocation » (par l'apparition de l'immigration comme sujet dans les médias), « d'imposition » dans les débats publics (où les agences intermédiaires travaillant avec les immigrés ont joué un rôle fondamental) et de « légitimation » (par le biais de sa reconnaissance par les instances officielles). L'achèvement de ce processus a été « l'institutionnalisation » de l'immigration comme « problème social » en Espagne, grâce à différents facteurs : création de forums d'immigrés à différents niveaux administratifs, approbation de « plans pour l'intégration des immigrés », création d'instances administratives spécialisées auprès de la collectivité immigrée, ou multiplication d'études sur le sujet.

Le point culminant du processus et l'émergence de l'immigration comme « problème social » ont eu lieu dans les derniers mois de 1999 et en 2000, avec la coïncidence de nombreux événements : la discussion de deux lois sur l'extranéité (les lois 4/2000 et 8/2000), deux processus de régularisation en 2000 et un autre spécial pour raisons d'enracinement social en

2001, les événements racistes de El Ejido (Almería) en février 2000, l'accident d'une fourgonnette à Lorca dans lequel douze Équatoriens ont péri en janvier 2001 et qui a donné lieu à une mesure extraordinaire de régularisation d'environ 25 000 Équatoriens, les (nombreuses) déclarations de différents « responsables » politiques, syndicaux et sociaux, les pétitions répétées de secteurs de plus en plus divers et d'organisations patronales de plus en plus nombreuses à réclamer de plus gros contingents de travailleurs étrangers, les informations sur les arrivées ou les naufrages de barques de fortune transportant des migrants, etc. Et le mouvement continue, amplifié aujourd'hui par rapport à la situation de 2000 : « l'institutionnalisation » de l'enjeu de la citoyenneté et du facteur multiculturel à partir de la « question migratoire ».

Un aspect fondamental de l'analyse des processus migratoires est la perception que s'en font les sociétés, celles d'origine comme celles d'accueil. En ce sens, la vieille prédiction de W. Thomas (coauteur de *The Polish Peasant in Europe and America*, 2004), qui énonce que ce que les gens croient réel a des effets réels, semble se réaliser parfaitement. Nous ne pouvons pas faire ici une analyse approfondie de la perception que les Espagnols ont de l'immigration, ni de la croissance significative de la xénophobie depuis 2000 (voir CEA D'ANCONA, 2004). Rappelons toutefois que l'immigration a gagné du terrain dans « le débat public ». Lors d'un sondage annuel sur les trois problèmes principaux qui se posent en Espagne, l'immigration est montée en flèche par rapport aux

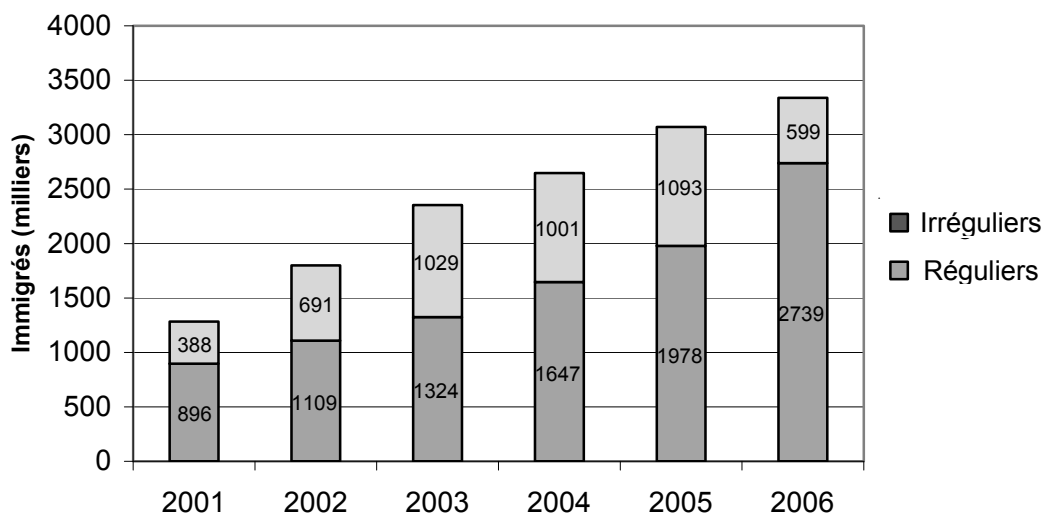
## Encadré 2

**Immigration régulière et immigration irrégulière**

Contrairement au reste des pays développés, l'Espagne dispose de deux sources officielles lui permettant de connaître le nombre d'étrangers vivant sur son territoire. D'une part, le Registre central des étrangers (administré par le ministère de l'Intérieur mais que diffuse le secrétariat d'État de l'Immigration et de l'Émigration), information sur tous les étrangers résidant légalement en Espagne, qu'ils soient communautaires ou non. D'autre part, depuis 2000, tous les étrangers vivant en Espagne peuvent s'inscrire au Recensement municipal des habitants (géré par les municipalités et dont les données sont officialisées et publiées par l'Institut national de la statistique). C'est-à-dire que les étrangers en situation irrégulière en Espagne peuvent être recensés et le sont, de fait, pour la plupart. Si les deux chiffres étaient exacts, il suffirait de les comparer pour connaître assez précisément le nombre d'irréguliers. Ainsi, par exemple, au 1<sup>er</sup> janvier 2005, il devait y avoir en Espagne 1 753 319 «irréguliers» parce qu'il y avait 3 730 610 recensés et 1 977 291 résidents légaux. Des «irréguliers», 276 078 seraient des résidents communautaires non recensés (qui ne pourraient jamais être considérés sans papiers), mais le reste (1 477 241) serait des non communautaires sans papiers. Mais cette simple opération présente de nombreux pièges, car, dans les deux cas, il est impossible de savoir exactement qui est qui et donc, sur quelle liste la personne concernée doit figurer. *Ni son todos los que están ni están todos los que son.* Nous ne pouvons aborder ici ces limitations. Mais il faut signaler le biais le plus important que présentaient les données jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2006 : l'irrégularité (des non communautaires) permet qu'ils soient recensés dans plus d'une municipalité en même temps, et cela a donné lieu, entre autres, à une surestimation des données d'étrangers dans le recensement. À partir du recensement 2006, date à laquelle les données ont été corrigées, le problème a commencé à être résolu.

À partir des données du recensement 2006, et compte tenu que l'effet de surestimation accumulé depuis 2001 jusqu'à cette date, nous avons effectué une estimation de la population étrangère en situation irrégulière en Espagne entre 2001 et 2006 qui figure sur le graphique ci-dessous, qui indique aussi les données officielles de résidents en situation légale en Espagne.

Graphique 3 : Immigrés en situation régulière et irrégulière, 2001-2006



Source : secrétariat de l'État de l'Immigration et de l'Émigration, pour la population résidente ; estimation propre pour les irréguliers (1<sup>er</sup> janvier de chaque année).

questions de la baisse du chômage et du terrorisme (traditionnellement, les deux premières préoccupations exprimées) : elle est passée de la quatrième ou cinquième place jusqu'en 2004, à la troisième en 2005, à la seconde en janvier 2006 et à la première depuis septembre 2006. L'augmentation du nombre de ceux qui estiment que l'immigration est l'un des trois problèmes les plus importants en Espagne a été considérable et est allée de pair avec la croissance de l'immigration. Mais le bond en avant qui s'est

produit en septembre 2006, par rapport au mois de juillet (en août on n'effectue pas de baromètre), s'explique par la façon dont a été gérée la « crise des pirogues » aux îles Canaries au cours de l'été 2006.

La « crise des pirogues », qu'il serait plus exact d'appeler « crise de la peur des pirogues », a donné de l'immigration une image trompeuse, de même que, peu avant, les barques de fortune qui traversaient le détroit de Gibraltar. Non que la tragédie des

**Tableau 1 : Sondage sur les principaux problèmes se posant en Espagne  
et les problèmes touchant le plus personnellement les Espagnols  
(2001-2006)**

Janvier de chaque année	Principaux problèmes se posant en Espagne		Problèmes touchant le plus personnellement les Espagnols	
	Place de l'immigration	% le signalant	Place de l'immigration	% le signalant
2001	4	17,6	9	4,8
2002	5	15,0	8	6,5
2003	4	14,2	7	6,7
2004	5	16,0	9	6,9
2005	3	21,4	6	9,6
2006	2	32,4	5	11,3
<b>Dernières données disponibles</b>				
2006 juillet	2	35,9	5	11,8
2006 septembre	1	59,2	2	18,1
2006 novembre	1	49,0	4	15,4

Source : Centre de recherche sociologique, *Baromètres d'opinion*.

individus venant d'Afrique noire et débarquant sur les «îles Fortunées» (1) ne soit réelle, mais parce que l'immigration qui arrive en Espagne est très différente de ces images diffusées matin, midi et soir par tous les journaux télévisés. Ces images, ainsi que les déclarations répétées d'hommes politiques conservateurs des îles Canaries, ont fait que l'immigration est devenue, au mois de septembre 2006, la première préoccupation dans le «débat public» pour 60 % des Espagnols, soit presque le double que deux mois plus tôt. Cependant, ce «tsunami médiatique» avait reculé de 10 points en octobre (voir tableau 1).

C'est au cours de cette troisième étape que surviennent des conflits importants et des luttes revendicatives de travailleurs immigrés pour l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie et surtout, pour l'obtention de «papiers» et d'une situation légale les «habilitant» à réclamer des droits de citoyens. Conflits d'immigrés avec les administrations (comme les réclusions volontaires dans des églises lors de l'entrée en vigueur de la loi 8/2000 en décembre 2000), conflits entre autochtones et immigrés (comme les événements violents de El Ejido en février 2000) et conflits entre communautés d'immigrés concurrentes sur le marché du travail (tels que ceux opposant Marocains et Équatoriens dans la région de Murcie ou ceux des ramasseurs de fraises à Huelva entre Marocains et Polonais ou Roumains). Il ne s'agit pas seulement de revendications de droits civils, culturels, sociaux et économiques, mais aussi de droits politiques, comme lors de la campagne sur le traité constitutionnel européen en 2005 demandant à ce que les résidents stables de l'Union européenne aient droit à la citoyenneté européenne ou encore, les campagnes pour le droit de vote des immigrés aux élections municipales.

C'est à ce moment que commence à se poser (ou devrait commencer à se poser) la question de «l'immigration comme question politique, voire comme l'une des questions politiques clés» (LUCAS, 2003), au-delà de la vision instrumentale ou d'une perspective paternaliste/solidaire.

Cette «institutionnalisation» de l'immigration en Espagne depuis 2000 est un processus progressif. Nous ne pouvons ici en étudier dans le détail le développement (intense), mais il faut souligner le changement intervenu dans la politique de l'immigration avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement socialiste en 2004 (celui-ci transfère les compétences relatives à l'immigration au ministère du Travail); suivant le rapport *Immigration et marché du travail* rendu par le Conseil économique et social en 2004, il approuve le nouveau règlement de la loi d'extranéité (RD 2393/2004) et met en marche un processus extraordinaire de régularisation en 2005. Il faut y ajouter l'élément fondamental qu'est le Plan stratégique de citoyenneté et d'intégration 2007-2010 (des et avec les immigrés) approuvé en février 2007.

## **De «l'immigration excellente» à la discrimination des immigrés**

L'immigration en Espagne aujourd'hui présente un «grand contraste» entre les caractéristiques démographiques des immigrés, leur insertion sur le marché du travail et leur apport à la société et à l'économie espagnoles; nous pouvons reprendre l'expression de SAYAD (1999) et parler d'«immigration excellente», alors que le traitement que reçoivent dans une large mesure les immigrés de la part de la société d'accueil nous oblige à parler de discrimination. Ainsi, sur le marché du travail, l'immigration en Espagne se traduit par un apport considérable à l'économie

(1) Ancien nom des îles Canaries.

et au bien-être de l'ensemble de la société, alors que le traitement que reçoivent les immigrés est loin de l'égalité proclamée par les normes juridiques et alors que l'opinion publique à leur égard ne reflète pas cet apport considérable. Considérable, si nous comparons l'Espagne à d'autres pays ; en effet, l'immigration en Espagne n'a pas les mêmes caractéristiques que dans la plupart des pays environnants, à l'exception des trois autres pays du sud de l'Europe (voir encadré 3). Considérable aussi, sur le plan historique, car ces caractéristiques changeront peu à peu dans les prochaines années, et se rapprocheront de la situation des pays du centre et du nord de l'Europe.

### Immigration et économie en Espagne

Au cours des dernières années ont été élaborées des approches sophistiquées permettant d'évaluer l'impact de l'immigration sur la croissance économique en Espagne. Certains travaux récents mettent en relief cet impact, très important, et qui devrait être intégré comme l'une des caractéristiques spécifiques de la croissance du PIB, à côté des ressources financières fournies par l'Union européenne et de la construction de nouveaux logements (depuis plusieurs années, on construit en Espagne plus de nouveaux logements qu'en Allemagne, en France et au Royaume-Uni réunis).

Un rapport récent du Bureau économique du président du Gouvernement espagnol (2006) montre que « 30 % de la croissance du PIB au cours de la dernière décennie sont dus au processus d'immigration et que ce pourcentage s'élève à 50 % si l'analyse se limite aux cinq dernières années. Environ deux tiers de l'impact positif de l'immigration sur le PIB sont dus à sa contribution à la croissance de la population et un tiers à son impact positif sur la progression du revenu *per capita*. L'immigration a eu un impact positif sur le revenu *per capita* à la fois par le biais du pourcentage de la population en âge de travailler et par celui du taux d'emploi dans la dernière décennie ». L'unique effet négatif de l'immigration s'est porté sur la productivité du travail. Mais ce rapport signale que « à mesure que le stock de capital augmentera avec l'investissement en équipement, que la population immigrée accumulera des connaissances et de la formation, qu'elle s'intégrera pleinement au système productif et que le ratio capital/travail se rééquilibrera, l'immigration contribuera aussi à améliorer la productivité et donc, le revenu *per capita*. L'impact direct positif de l'immigration sur la croissance économique n'atteindra donc pas sa plénitude avant quelques années ». Un récent travail du Service d'études de CAIXA CATALUNYA (2006) va dans le même sens.

### Un taux d'actifs immigrés en forte augmentation

Au cours de la dernière décennie, un changement fondamental concernant l'offre de travail s'est

produit en Espagne : la croissance considérable du nombre d'actifs immigrés (non communautaires). Ce fait est allé de pair avec les deux grandes transformations qui avaient débuté au milieu des années 1980 : l'augmentation du niveau d'éducation de la population active et l'insertion de plus en plus importante des femmes sur le marché du travail. Si ces deux changements ont marqué les décennies des années 1980 et 1990, l'augmentation du nombre d'actifs immigrés est le fait marquant des six dernières années. De 200 000 immigrés actifs que l'enquête sur la population active (EPA) détecte en 1999, nous passons à plus de 2 321 000 en 2006 ; c'est-à-dire que le nombre d'étrangers non communautaires actifs en Espagne a été multiplié par onze en sept ans. Ce phénomène a été encore plus important pour les femmes immigrées. Du fait de cette augmentation, les immigrés sont passés de 1,2 % des actifs en Espagne en 1999 à 10,9 % en 2006. Il s'agit d'un changement quantitatif entraînant des conséquences qualitatives, car il est en train de modifier profondément les caractéristiques de l'offre sur le marché du travail (voir tableau 2).

#### Encadré 3

#### Immigration et marché du travail : les spécificités du sud de l'Europe

Le taux d'activité (proportion d'actifs sur la population de 15-64 ans) dans l'ensemble de l'Union européenne était, en 2003, de 73,5 % pour les communautaires et de 68,4 % pour les non communautaires (COMMISSION EUROPÉENNE, 2003). Cette caractéristique d'une plus forte activité des communautaires se retrouve dans presque tous les États membres. La différence est particulièrement prononcée au Danemark, en Suède et en Hollande. Au contraire, dans les pays communautaires du sud de l'Europe, l'Espagne, la Grèce et le Portugal (et cette caractéristique se produit aussi en Italie, selon les données du Gouvernement italien pour 2005), les immigrés ont des taux d'activité supérieurs à ceux des autochtones : une différence de plus de 10 points dans les deux premiers pays. Deux éléments contribuent à cette situation : d'abord un effet sur la composition de la population, les immigrés de ces deux pays ayant des structures d'âge beaucoup plus jeunes que les autochtones ; puis, un plus fort taux d'activité dans tous les groupes d'âge des deux sexes. Ceci est vrai, par exemple, en Espagne pour les Européens non communautaires et les Sud-Américains, où hommes et femmes sont à égalité, alors que pour les étrangers du reste du monde (des Marocains surtout) les plus forts taux d'activité ne concernent que les hommes. Cette particularité des pays du sud de l'Europe est un facteur de distinction très important qui est caractéristique des phases initiales des processus migratoires où prévalent les migrations pour raison de travail.



**Tableau 2 : Évolution de la population active étrangère non communautaire en Espagne et son poids sur le total des actifs (1996-2006)**

Années	Population active non communautaire			Proportion actifs non communautaires sur total actifs en Espagne		
	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes
1996	115 500	71 100	44 400	0,7	0,7	0,7
1997	124 000	82 000	41 900	0,7	0,8	0,7
1998	157 600	104 100	53 600	0,9	1,0	0,8
1999	213 300	131 800	81 600	1,2	1,3	1,2
2000	315 800	172 800	143 000	1,8	1,6	2,0
2001	518 100	313 800	204 400	2,9	2,9	2,9
2002	772 000	428 700	343 500	4,2	3,8	4,7
2003	1 167 200	648 500	518 600	6,1	5,6	6,7
2004	1 530 600	899 300	631 400	7,7	7,6	7,8
2005	1 904 900	1 078 600	826 300	9,3	8,9	9,7
2006	2 321 800	1 281 300	1 040 500	10,9	10,3	11,7

Source : Institut national de la statistique espagnol (INE), enquête sur la population active (EPA) et élaboration propre (premiers trimestres).

**Tableau 3 : Évolution des taux d'activité des non communautaires et des Espagnols**

	Non communautaires			Espagnols			Différentiel Non Union européenne Espagnols		
	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes
1996	65,3	81,4	49,6	51,0	65,0	37,8	14,2	16,4	11,7
2000	73,6	88,0	61,4	52,8	65,7	40,7	20,7	22,3	20,7
2005	78,9	89,0	68,6	55,2	66,8	44,1	23,7	22,2	24,5
2006	80,2	89,6	71,0	56,0	67,1	45,3	24,2	22,5	25,7

Source : Institut national de la statistique espagnol (INE), enquête sur la population active (EPA) et élaboration propre (premiers trimestres).

### Des taux d'activité très élevés

Cette croissance de la population active immigrée n'est pas seulement le résultat de l'augmentation du volume d'étrangers non communautaires en Espagne, même s'il s'agit d'un facteur clé. Il faut tenir compte également du fait que, contrairement à ce qui arrive dans les pays du nord et du centre de l'Europe, les immigrés ont en Espagne des taux d'activité bien supérieurs à ceux des Espagnols. Et si le volume d'arrivée d'immigrants et leur âge sont déjà deux éléments clés, il s'agit, en outre, d'un phénomène différentiel fondamental, les immigrés ont (en 2006) un taux global d'activité de 80 %, soit de plus de 24 points que celui des Espagnols (56 %), aussi bien pour les hommes que pour les femmes.

Ces différences d'activité des immigrés par rapport aux Espagnols persistent dans le temps (même si elles varient). La série de l'EPA 1996-2006 montre une tendance à la hausse jusqu'à 2003-2004. En 2003, le taux d'activité des immigrés était de 25 points supérieur à celui des Espagnols. Cette évolution est due aux changements des courants migratoires et à la composition de l'immigration.

Cette augmentation des taux d'activité au cours de la dernière décennie (en tenant compte, d'ailleurs, du fait qu'ils étaient déjà très élevés au début de cette période) s'explique par la croissance du nombre d'immigrés Sud-Américains et de l'Europe de l'Est. En effet, ceux-ci sont plus actifs que ceux d'autres zones géographiques car les femmes de ces régions sont beaucoup plus actives que les Espagnoles et que celles du « reste du monde » (c'est-à-dire Africaines et Asiatiques).

L'EPA nous permet de comparer les taux d'activité par genre et par groupe d'âge, selon les zones d'origine des étrangers. Il existe des différences importantes au sein du groupe des étrangers : les communautaires en Espagne ont un taux de 62 % (en 2005) et les non communautaires de 79 % ; parmi ces derniers, ce sont les Sud-Américains (83 %) qui ont le plus fort taux d'activité, suivis des immigrés de l'Europe non communautaire (81 %) et du « reste du monde » (69 %). Ces différences entre les trois grandes zones d'origine des non communautaires que distingue l'EPA sont dues au comportement des femmes de ces zones sur le marché du travail ; en effet, les hommes de ces trois zones ont des taux

**Tableau 4 : Proportion d'actifs occupés sur la population totale et sur la population de 16 ans et plus, par zones d'origine (2006)**

En %	Total en Espagne	Espagnole	Étrangère Total	Union européenne	Non communautaires
Population occupée/population totale					
Les deux sexes	44,5	42,9	60,9	48,5	63,0
Hommes	53,8	52,3	69,9	56,6	72,3
Femmes	35,4	33,8	52,0	40,5	54,0
Population occupée/population 16 ans et plus					
Les deux sexes	52,7	51,2	66,9	50,9	69,9
Hommes	64,2	62,8	77,0	60,1	80,1
Femmes	41,7	40,0	57,0	41,9	59,9

Source: Source: Institut national de la statistique espagnol (INE), enquête sur la population active (EPA) et élaboration propre (premiers trimestres).

d'activité semblables oscillant entre 89 et 90 % : les taux des Sud-Américains (77 %) et ceux du reste de l'Europe (72 %) se situent bien au-dessus des taux des Espagnols (44 %) ; toutefois, le taux global d'activité du «reste du monde» est très proche des taux espagnols (43 %). Des taux d'activité aussi élevés ne sont pas dus seulement à la concentration de la population active sur des groupes d'âge ayant des taux plus hauts (effet composition), mais ils répondent aussi à un plus fort taux d'activité dans chaque groupe d'âge, aussi bien chez les hommes que chez les femmes, sauf pour les femmes du «reste du monde».

Il existe un groupe d'âge où les différences sont encore plus nettes que pour le reste : chez les jeunes de 16-24 ans. Nous avons souligné (CACHÓN, 2005) ce comportement «ouvrier» des immigrés qui se traduit par leur insertion précoce sur le marché du travail.

Avec des taux d'activité aussi élevés chez les immigrés non communautaires vivant en Espagne, rien d'étonnant à ce que, même si leur taux de chômage est aussi plus fort, la proportion d'occupés sur la population totale et sur la population en âge de travailler soit nettement plus élevée que chez les Espagnols. En 2006, 43 % du total des Espagnols ont un emploi, et 57 % ne travaillent pas, pour des raisons diverses (retraite, études, femmes au foyer, etc.). Pour les étrangers non communautaires, les chiffres s'inversent et 63 % d'entre eux travaillent, contre 37 % qui ne travaillent pas. Sur la population potentiellement active (16 ans et plus), 51 % des Espagnols travaillent, 63 % des hommes et 40 % des femmes, alors que 70 % des étrangers non communautaires travaillent, 80 % des hommes et 60 % des femmes : soit respectivement 19, 17 et 20 points de plus que pour les Espagnols (voir tableau 4). Cette situation est bien différente de celle du centre et du nord de l'Europe, et constitue une singularité importante et positive de l'immigration actuelle en Espagne et dans les autres pays du sud de l'Europe (Italie, Grèce et Portugal).

Fin octobre 2006, l'Espagne compte 1 864 751 travailleurs étrangers travaillant et cotisant à la Sécurité sociale, soit 9,9 % du total des affiliés au système. Ces chiffres ont été atteints grâce à une croissance rapide au cours des dernières années. En 2005, le nombre d'étrangers affiliés a augmenté considérablement, principalement à la suite du processus de régularisation ayant eu lieu entre février et mai et dont les effets en termes d'inscriptions à la Sécurité sociale ont commencé à se faire sentir dans les mois suivants.

### **Des positions basses dans la structure sociale**

L'insertion plus précoce des immigrés non communautaires sur le marché du travail a déjà été signalée comme un comportement typiquement «ouvrier». Sans pour cela théoriser sur la position réservée aux immigrés dans la structure sociale (question cependant fondamentale pour expliquer les processus de mobilité existant dans nos sociétés), certaines données permettent de montrer la place très particulière des émigrés dans la structure hiérarchique du marché du travail (et de la société). Les trois groupes de cotisants du niveau inférieur du régime général de la Sécurité sociale (ouvriers de première, deuxième et troisième catégories, OS et manœuvres), concentrent 77 % des étrangers, contre 43 % pour l'ensemble des affiliés. Ces données montrent que les immigrés sont surreprésentés dans les catégories socioprofessionnelles les plus basses. Il faut rappeler, d'autre part, qu'ils ont beaucoup plus de poids dans les régimes spéciaux, tels que le régime agricole et celui du service domestique, où ils occupent, notamment dans le second, les positions sociales les plus basses.

Mais il faut rappeler également que tous les immigrés ne se concentrent pas dans les catégories socioprofessionnelles les plus basses ; l'examen des données par nationalité montre une grande différence entre les communautaires et ceux venant d'autres pays développés, et les immigrés venant de pays moins développés.

**Tableau 5 : Variation des actifs occupés espagnols et étrangers par emplois (2005-2007)**

	Espagnols			Étrangers		
	N IIIT 2007	Variation 2005-2007		N IIIT 2007	Variation 2005-2007	
		N	%		N	%
Total	17 478,2	988,9	6,0	2 846,4	950,3	50,1
1. Directeurs d'entreprises et administration publique	1 420,4	244,3	20,8	106,8	21,6	25,4
2. Techniciens et professionnels scientifiques et intellectuels	2 376,4	164,1	7,4	91,2	- 7,1	- 7,2
3. Techniciens et professionnels d'appui	2 338,5	364,5	18,5	100,7	14,7	17,1
4. Employés de type administratif	1 769,5	122,0	7,4	120,2	44,4	58,6
5. Travailleurs de services de restauration	2 607,9	201,4	8,4	595,6	269,3	82,5
6. Travailleurs qualifiés de l'agriculture et de la pêche	463,4	- 73,1	- 13,6	31,9	- 12,8	- 28,6
7. Artisans et travailleurs qualifiés indépendants manufacture et bâtiment	2 730,7	- 36,3	- 1,3	633,6	246,6	63,7
8. Opérateurs d'installations et de machines	1 683,4	45,1	2,8	168,2	64,1	61,6
9. Travailleurs non qualifiés	2 003,9	- 38,5	- 1,9	994,9	306,3	44,5
0. Forces armées	84,1	- 4,6	- 5,2	3,3	ND	ND

Source: Institut national de la statistique espagnol (INE), enquête sur la population active (EPA) et élaboration propre (premiers trimestres) (I trimestre 2005 et III trimestre 2007. Données absolues en milliers.

Note: l'enquête sur la population active (EPA) en Espagne est trimestrielle.

Les immigrés servent surtout à remplacer les Espagnols sur le marché du travail: c'est ce que nous pouvons constater à partir du tableau 5 qui fournit les variations des actifs occupés espagnols et étrangers par emplois, au cours des trois dernières années. L'emploi dans chacun de ces deux groupes augmente de près d'un million, ce qui ne représente toutefois que 6 % de l'augmentation de l'emploi des Espagnols, et 50 % de celui des étrangers. L'emploi des Espagnols s'accroît dans les quatre premiers groupes d'emploi (ceux ayant les qualifications les plus hautes) alors que celui des étrangers augmente dans les groupes 7, 8 et 9, c'est-à-dire ceux ayant les plus faibles qualifications. Les deux groupes connaissent une forte croissance dans le secteur de l'hôtellerie et diminuent dans l'agriculture. Si nous omettons certaines composantes saisonnières, nous pouvons affirmer que ces données renforcent la thèse selon laquelle les immigrés remplacent les Espagnols dans les emplois les moins qualifiés en Espagne, sauf pour le secteur de l'hôtellerie où ils sont complémentaires, avec toutefois avec une tendance à une plus forte croissance des étrangers.

Les salaires des étrangers en Espagne varient considérablement selon leur zone d'origine. Le tableau 6 donne les informations de base tirées de la dernière enquête de structure salariale (*Encuesta de Estructura Salarial*), avec des données désagrégées par nationalité (correspondant à 2002). La différence salariale oscille entre des salaires supérieurs à 10 500 euros par mois en moyenne – que gagnent les immigrés venant d'Amérique du Nord –, et des salaires de moins de 6 800 euros – que gagnent ceux du reste de l'Amérique. L'enquête indique également que des différences de salaires aussi fortes correspondent en fait à des différences secto-

rielles et structurelles: ces différents groupes ont souvent des emplois à durée limitée (on y constate des revenus de 40 % moindres que pour les contrats à durée déterminée, et les étrangers non communautaires y ont des taux de durée limitée de travail double de la moyenne), ainsi que des contrats à temps partiel et à l'ancienneté. Si l'on neutralise les effets de ces variables ainsi que ceux du niveau d'études et de l'âge, les différences salariales ne sont pas si fortes. Il arrive même que, dans certains cas, l'enquête conclue à des salaires plus élevés pour certains groupes d'étrangers non communautaires, ceci répondant sans doute à un plus grand nombre d'heures travaillées.

**Tableau 6 : Revenus moyens annuels par travailleur en euros (2002)**

	Total	Différence avec la moyenne en Espagne
Amérique du Nord	30 339,76	10 537,31
Union européenne sans l'Espagne	25 796,65	5 994,20
Espagne	19 921,67	119,22
Total	19 802,45	0
Océanie	17 071,44	- 2 731,01
Asie	14 739,33	- 5 063,12
Reste de l'Europe	13 522,57	- 6 279,88
Afrique	13 317,38	- 6 485,07
Reste de l'Amérique	12 948,98	- 6 853,47

Source: Institut national de la statistique espagnol (INE), enquête de structure salariale (EES), 2002

## Discriminations et ségrégation

La situation des immigrés sur le marché du travail nous conduit à aborder les processus discriminatoires auxquels ils sont soumis et qui peuvent être de trois sortes : une *discrimination institutionnelle*, c'est-à-dire celle qui fait partie des normes publiques en vigueur et qui est présente aussi dans les pratiques administratives restrictives quant à l'interprétation ou quant à l'application de ces normes ; une *discrimination structurelle*, qui résulte des dispositifs généraux du marché du travail, qui offre des pistes indirectes de discrimination par le biais de (quasi) évidences statistiques, et pour finir, des *discriminations dans l'entreprise*, qui peuvent se manifester de différentes manières. Même si les deux premiers types de discrimination peuvent être considérés comme des « discrimination sans acteurs », discriminations souvent non déclarées et non (nécessairement) intentionnelle, la troisième est une discrimination individuelle (souvent ouverte) avec divers acteurs : employeurs, intermédiaires du travail, formateurs, travailleurs, clients, etc. (voir CACHÓN 2003a). Nous n'aborderons pas ici la discrimination institutionnelle, ni celle qu'on peut trouver dans les politiques communautaires et dans leur application dans les États membres. Nous nous bornerons à considérer brièvement certains indicateurs de la discrimination structurelle et de la discrimination en entreprise. Il s'agit principalement des taux de chômage, de contrats à durée limitée et d'accidents du travail.

Les taux de chômage sont le premier indicateur (approximatif) de la discrimination structurelle que connaissent les immigrés. Les taux de chômage des Espagnols au second trimestre 2006 sont de 8 % pour les deux sexes, concrètement de 5,9 % pour les hommes et de 11,1 % pour les femmes. Ce taux de chômage féminin plus élevé se retrouve dans tous les groupes d'étrangers en Espagne. L'ensemble des étrangers a un taux de chômage supérieur de plus de 4 points au taux de chômage des Espagnols, et il est un peu plus élevé pour les étrangers non communautaires (12,2 %). Parmi ces derniers, les plus forts taux de chômage sont concentrés sur les immigrés originaires du « reste du monde » (avec un taux de 15,6 %, le double de celui des Espagnols), viennent ensuite les Européens non communautaires (avec un taux de chômage de 11,4 %) et les Sud-Américains (avec un taux de 10,6 %). Les taux de chômage des Marocains sont bien supérieurs, aussi bien chez les hommes que chez les femmes (plus de 30 % pour ces dernières).

Non seulement les immigrés ont un plus fort taux de chômage, mais leur taux de contrats à durée limitée est aussi le double de celui des Espagnols, alors que leurs taux d'accident de travail sont également plus élevés.

La concentration sectorielle des immigrés est également un indicateur important de ségrégation.

Les trois quarts des immigrés non communautaires sont concentrés dans quatre branches d'activité : bâtiment, agriculture, hôtellerie et service domestique. Si l'on examine les conditions de travail de ces branches, on constate que, en général, elles sont bien plus mauvaises que dans la moyenne des secteurs et qu'elles se trouvent parmi les branches d'activité les moins « désirables » pour les travailleurs. Nous n'avons pas décrit les conditions concrètes de travail des immigrés, mais simplement les conditions générales de ces branches d'activité qui sont toujours majoritairement occupées par des autochtones faisant partie des couches les plus basses de la classe ouvrière. Une autre dimension de ces secteurs, notamment celui du bâtiment, est leur grande sensibilité au cycle économique et à la fragilité conjoncturelle de l'emploi.

Si nous analysons les caractéristiques concrètes des postes de travail occupés par les immigrés, on comprendra alors qu'ils aient été définis, en anglais, comme les trois *D* : *dirty*, *dangerous*, *demanding* et que nous pouvons les désigner, en espagnol, comme les trois *P* : les plus *penosos* (pénibles), les plus *peligrosos* (dangereux) et les plus *precarios* (précaires). Rien d'étonnant dans ces conditions que leurs salaires soient souvent plus bas, leurs journées plus longues et leurs conditions concrètes de travail pires que celles des Espagnols exerçant le même métier. Rien de surprenant non plus que, dans certains cas, ils ne soient pas inscrits à la Sécurité sociale, ou que l'on fasse pression sur eux pour décompter de leur salaire la cotisation patronale. Voilà différents types des discriminations qu'ils connaissent dans certaines entreprises.

Ainsi, les immigrés apparaissent, et se construisent, comme des catégories plus fragiles, non pas du fait de leurs caractéristiques personnelles (formation, compétences, expérience), mais à cause de leur condition « d'étrangers de pays (plus) pauvres » et des circonstances de leur situation d'immigrés pauvres : la famille d'origine dépend d'eux, ils doivent rembourser les emprunts qu'ils ont dû contracter pour leur déplacement initial, ou trouver des ressources pour les déplacements des membres de leur famille ou des amis. Cette fragilité peut les transformer en « sous-prolétariat », qui partage les emplois, les écoles, les logements, les services sociaux et les espaces de loisirs avec les couches les plus défavorisées des autochtones, et qui lutte pour les obtenir. Ces services sont traditionnellement rares en Espagne, et ce manque est encore plus fort pour cette partie démunie de la population, celle qui en aurait le plus besoin.

\*

\* \*

Une brève synthèse de la situation actuelle de l'immigration en Espagne montre l'hétérogénéité et la distribution inégale des immigrés sur le territoire. L'image est celle d'une mosaïque changeante au fil du temps. Sur les 2,8 millions d'étrangers en situation régulière en Espagne en juin 2006, presque 900 000 ont un « régime communautaire » (c'est-à-dire qu'ils sont citoyens de l'Union européenne ou qu'ils ont une parenté au premier degré avec un citoyen communautaire) et 1,9 million ont un régime non communautaire. Cette première différence est fondamentale, car elle change leur statut juridique. Les non communautaires se divisent en quatre parts presque égales : 28 % ont un permis initial (durée d'un an et permis de travail pour un secteur et pour une province déterminée), 25 % en sont à leur premier renouvellement (permis de deux ans de durée pour tout secteur et sur tout le territoire), 21 % en sont déjà à leur deuxième renouvellement (qui dure encore deux ans) et 25 % ont une carte de séjour permanente (parce qu'il y a déjà plus de cinq ans qu'ils ont une autorisation de travail et de résidence).

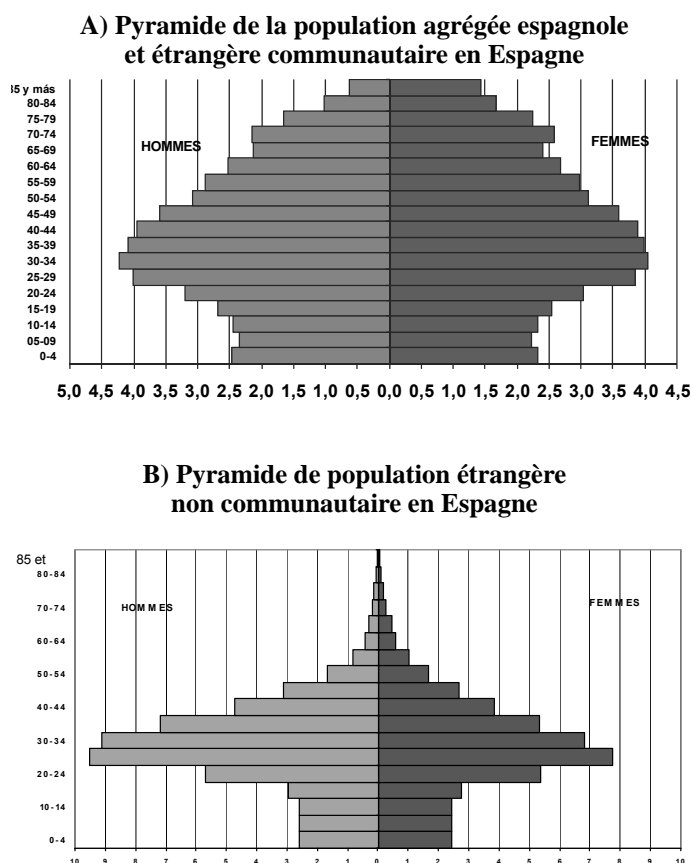
Une autre dimension de cette mosaïque en est la diversité de leur origine : un tiers (34 %) des immigrés est européen (22 % de l'Union européenne et 12 % de pays non communautaires) ; un autre tiers (35 %) est sud-américain ; un quart (24 %) est africain ; et les 7 % restant sont originaires d'autres parties du monde. Les nationalités ayant la plus forte présence en Espagne sont les Marocains (qui représentent 18 % du total), les Équatoriens (12 %), les Colombiens (8 %), les Roumains (7 %), les Britanniques (6 %) et les Chinois (3 %). Les originaires d'Afrique noire représentent 5 % du total des étrangers résidant en Espagne. L'« unité » de l'origine nationale cache en réalité une grande variété de caractéristiques importantes des immigrés : origine rurale ou urbaine, traits ethniques, langues, cultures, religions, etc.

D'autre part, cette population est distribuée inégalement sur le territoire espagnol. La Catalogne concentre le plus grand nombre d'étrangers résidant légalement en Espagne (21 %), viennent ensuite Madrid (20 %), l'Andalousie (13 %), la communauté de Valence (13 %), les îles Canaries (6 %) et Murcie (5 %). Mais il existe aussi, au sein de ces communautés autonomes, des différences importantes, tant en ce qui concerne les provinces, les régions et les quartiers où sont installés les immigrés que pour ce qui a trait aux origines nationales et aux activités économiques auxquelles ils se consacrent. La mosaïque multiplie ses couleurs.

La principale caractéristique de l'immigration non communautaire en Espagne est l'âge, dans le cas des hommes et des femmes, par rapport à la population espagnole et communautaire, et par rapport aux conséquences et aux enjeux que cela implique. L'âge moyen des Espagnols est de 40 ans et celui des

citoyens non communautaires vivant en Espagne est de 30 ans. Cette jeunesse moyenne des étrangers non communautaires est un fait de grande importance parce que c'est le résultat d'une pyramide de population très concentrée sur les groupes d'âge les plus actifs (d'un point de vue économique) et les plus reproductifs (dans une perspective démographique), comme on peut le constater sur le graphique 4. Il ne faut pas compter sur la pyramide des non communautaires (qui représente en 2006 environ 9 % de la population totale en Espagne) pour compenser les enjeux démographiques liés au processus de vieillissement visible sur la pyramide des communautaires (voir FERNÁNDEZ CORDÓN, 2003). Mais elle pourra peut-être retarder la croissance du taux de dépendance et contribuer fortement à la remontée de la natalité en Espagne (qui commence à se produire).

**Graphique 4 : Pyramides de la population recensée en Espagne (au 1<sup>er</sup> janvier 2006)**



Source : Institut national de la statistique espagnol (INE), recensement municipal et élaboration propre.

## Bibliographie

- BAGANHA M. (2003), "La inmigración y el mercado de trabajo en Portugal", *Migraciones*, n° 14, décembre: 131-144.
- BAGANHA M., REYNERI E. (2001), "La inmigración en los países del sur de Europa y su inserción en la economía informal", in Solé C. (coord.), *El impacto de la inmigración en la economía y la sociedad receptora*, Barcelona, Anthropos: 53-211.
- BALDWIN-EDWARDS M. (1999), "Where free markets reign: aliens in the twilight zone", in Baldwin-Edwards M., Arango J. (eds.), *Immigrants and the informal economy in the southern Europe*, Londres, Frank Cass: 1-15.
- CACHÓN L. (2002), "La formación de la 'España inmigrante': mercado y ciudadanía", *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*, n° 97, janvier-mars: 95-126.
- CACHÓN L. (2003a), "Discriminación en el trabajo de las personas inmigradas y lucha contra la discriminación", en VV. AA., *La discriminación racial*, Barcelone, Icaria: 39-101.
- CACHÓN L. (2003b), "La inmigración en España: los desafíos de la construcción de una nueva sociedad", *Migraciones*, n° 14, décembre: 219-304.
- CACHÓN L. (2004), *Colectivos desfavorecidos en el mercado de trabajo y políticas de empleo*, Madrid, Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales.
- CACHÓN L. (2005), "Inmigrantes jóvenes en España", *Juventud en España Informe 2004*, Madrid, INJUVE: 695-799.
- CACHÓN L. (2006), "Los inmigrantes en el mercado de trabajo en España (1996-2005)", in Aja E. y Arango J. (eds.), *Veinte años de inmigración en España. Perspectivas jurídica y sociológica (1985-2004)*, Barcelone, CIDOB: 175-201.
- CAIXA CATALUNYA SERVICIO ESTUDIOS (2006), "Razones demográficas del crecimiento del PIB per cápita en España y en la UE-15", in *Economía española y contexto internacional. Informe semestral I/2006*, Barcelone, Caixa Catalunya: 107-120.
- CEA D'ANCONA (2004), *La activación de la xenofobia en España*, Madrid, CIS.
- FERNÁNDEZ CORDÓN J.A. (2003), "El futuro demográfico de España", *Sistema*, n° 175-176, septembre: 243-262.
- IZQUIERDO A. (1996), *La inmigración inesperada*, Madrid, Trotta.
- LENOIR R. (1993), "Objeto sociológico y problema social", in AA. VV. *Iniciación a la práctica sociológica*, Madrid, Siglo XXI: 57-102.
- LUCAS J. (2003), "Los inmigrantes como ciudadanos", *Gaceta Sindical*, n° 3, juin: 37-55.
- MASSEY, D.S. et al. (1998), *Worlds in Motion, Understanding International Migration at the End of the Millennium*, Oxford: Clarendon Press.
- OFICINA ECONÓMICA DEL PRESIDENTE (2006), *Inmigración y economía española 1996-2006*, Madrid, 15 novembre.
- PORTES A., BÖRÖCZ J. (1998), "Migración contemporánea. Perspectivas teóricas sobre sus determinantes y sus modalidades de incorporación", in Malgesini G. (comp.), *Cruzando fronteras. Migraciones en el sistema mundial*, Barcelone, Icaria: 43-73.
- REYNERI E. (1998), "The role of the underground economy in irregular migration to Italy: cause or effect?", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, Vol. 24, n° 2, avril.
- REYNERI E. (2003), "Immigration and the Underground Economy in New Receiving South European Countries: Mainfold Negative Effects, Mainfold Deep-rooted Causes", *International Review of Sociology*, Vol. 13, n. 1.
- REYNERI E. (2004), "Immigrants in a segmented and often undeclared labour market", *Journal of Modern Italian Studies*, 9 (1).
- SASSEN S. (2001), *The Global City: New York, London, Tokio*, Princeton, Princeton Uni. Press.
- SAYAD A. (1999), *La double absence*, Paris, Le Seuil.
- TAPINOS, G. (2000), "Irregular migration: economics and political issues", in OCDE, *Combating the illegal employment of foreign workers*, Paris, OCDE: 13-44.
- THOMAS W.I., ZNANIECKI F. (2004), *El campesino polaco en Europa y América*, Madrid, CIS.